



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
2 avril 2012
Français
Original : anglais

Session ordinaire de 2012
25-29 juin 2012, Genève
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

**Document du projet de programme de pays
relatif au Lesotho 2013-2017**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1-7	2
II. Résultats de la coopération passée et enseignements à en tirer	8-10	3
III. Programme proposé.	11-21	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	22-24	7
Annexes		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources		8
Liste des abréviations utilisées dans le tableau annexe		12



I. Analyse de la situation

1. Le Lesotho, qui est petit pays à revenu intermédiaire, a fait des progrès en matière de développement au cours de la dernière décennie mais continue à être vulnérable aux désordres intérieurs et extérieurs. Il a construit des institutions démocratiques dans lesquelles les femmes sont bien représentées et mis en œuvre des politiques et des lois qui visent à transformer la société. Il s'est attelé à réformer le secteur public et a largement résolu les conflits apparus lors des élections de 2007. Le dialogue politique a permis d'adopter des mesures pour améliorer la loi électorale en 2011.

2. Toutefois les institutions de gouvernance et des acteurs non étatiques n'ont pas la capacité d'offrir des services au niveau local. La possibilité de conflits liés à l'instabilité politique et sociale est grande à cause notamment de l'émergence de divisions internes à l'intérieur des partis dans la période qui a précédé les élections nationales de 2012.

3. Bien que le pays ait dépassé son objectif de 600 dollars par habitant le revenu national brut de 2010, il est peu probable qu'il atteigne son objectif annuel de croissance de 7 % du PIB pour la période 2016-2020. Les niveaux de pauvreté demeurent élevés (56,6 %), notamment dans les zones rurales. La dépendance excessive aux recettes de l'Union douanière d'Afrique australe et aux transferts de fonds des mineurs (équivalant respectivement à 34 et 39 % du budget 2010-2011) rend le pays vulnérable aux désordres extérieurs et ralentit la trajectoire de sa croissance. Cette situation est exacerbée par l'absence d'un modèle économique durable, un secteur privé faible, le déséquilibre entre les compétences et les besoins, la capacité productive non diversifiée et l'accès limité au financement. Le résultat est un chômage aigu (29 %) qui s'est aggravé entre 2007 et 2010 lorsque la réduction des travailleurs migrants des mines et le déclin de l'exportation des textiles ont provoqué des pertes d'emploi qui ont touché une large proportion des ouvrières.

4. Dans une perspective socioéconomique, les progrès en vue de réaliser les objectifs du Millénaire du développement sont inégaux. Les résultats dans le domaine de l'éducation et du genre sont importants : le taux net d'inscription scolaire était de 81 % en 2009 et le ratio de sexe était favorable aux filles. Le Lesotho occupe le premier rang en Afrique et la huitième place dans le monde en ce qui concerne la réduction de l'écart entre les sexes. Il a adopté plusieurs lois en vue de l'égalité des sexes. Toutefois, les femmes continuent à faire face aux défis provenant des normes culturelles qui limitent leur possibilité de tirer profit des nouvelles opportunités. Les autres objectifs sont mal engagés pour la plupart notamment dans le domaine de la santé qui accuse des niveaux élevés de la mortalité maternelle et infantile. Avec une prévalence à 23 % du VIH, le Lesotho est le troisième pays le plus affecté du monde par ce virus et l'espérance de vie était limitée à 40 ans en 2010.

5. Le Lesotho occupe une position unique dans une région montagneuse complètement entourée par l'Afrique du Sud qui a la plus large économie de l'Afrique subsaharienne. Il dispose de ressources naturelles importantes qui sont l'eau, l'énergie éolienne et solaire et des diamants. Cette situation peut générer des ressources mais également creuser les inégalités entre les régions rurales montagneuses et éloignées – qui ont un accès limité à l'énergie et aux marchés – et

les basses terres plus urbanisées. Beaucoup d'opportunités existent pour la coopération régionale, notamment avec l'Afrique du Sud. Elles n'ont pas encore été complètement explorées. De même, en dépit d'une base étroite de donateurs, le Lesotho a des partenariats de développement solides (comme l'Union européenne, l'appui budgétaire de la Banque mondiale, le Compte du défi du Millénaire) mais est dans l'impossibilité de les mobiliser pleinement à cause des insuffisances de capacité, une gestion inappropriée et le manque d'approches collaboratives.

6. Le Lesotho a une empreinte - carbone faible et a géré avec succès des projets d'énergie renouvelables. Sa topographie néanmoins le rend vulnérable aux catastrophes naturelles (inondations et sécheresses) qui sont aggravées par le changement climatique sous la forme de modification des régimes pluviométriques. Ce qui a de sérieuses conséquences pour les conditions agro-écologiques et menace les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Les risques de conflits se sont aggravés du fait que 70 % de la population dépend des terres arables qui ne dépassent pas 10 % de la superficie totale à cause de la dégradation des sols. Des déficits à la production ont débouché rapidement sur un besoin croissant d'importation alimentaire. En outre, le manque d'une politique coordonnée concernant le changement climatique et de la volonté de faire des préoccupations environnementales un élément central intersectoriel a empêché le pays de s'engager dans une approche de développement durable et résiliente.

7. Le plan stratégique de développement national, 2013-2017, cherche à répondre à ces défis par l'accès accru aux marchés mondiaux, au commerce et à l'investissement; aux emplois engendrés par une croissance grâce à un secteur privé dynamique, une gouvernance renforcée, une coordination institutionnelle et une gestion environnementale intégrée.

II. Résultats de la coopération passée et enseignements à en tirer

8. Le programme de pays précédent a reflété une approche intégrée à la réduction de la pauvreté, à la gestion de l'environnement, à la gouvernance démocratique et aux zones transversales du VIH/SIDA et du genre basée sur une politique d'appui et de renforcement des capacités institutionnelles.

9. Le programme proposé s'appuiera sur les résultats principaux et leur donnera plus d'ampleur. Une approche créative pour créer des capacités de prestation de services – mettant en place un service consultatif de la gestion du changement interne au Ministère du Service public afin d'aider les ministères de tutelle – servira de canevas dans le programme en vue d'un leadership transformationnel et le renforcement des capacités. Les bases de recherche fondamentale et l'analyse dans le domaine des statistiques et de l'utilisation des données ont été établies ainsi que la mise sur pied de systèmes de suivi et d'évaluation continue des ménages à fins multiples qui peuvent se transformer en un suivi plus institutionnalisé des performances de développement national. Les succès dans la coordination de l'engagement des parties prenantes et de la communauté d'utiliser l'énergie renouvelable – dont la preuve est l'accès croissant à l'énergie des communautés rurales - qui est facilité par un partenariat public-privé – et le modèle de partenariat public - privé du conseil municipal de Maseru créant un projet de gestion des déchets géré par le secteur privé (pour environ 10 % de la population), ouvrent la

voie à un engagement croissant du secteur privé. La construction des capacités collaboratives pour laquelle le PNUD est reconnu a permis de résoudre de manière pacifique des conflits électoraux et interpartis. Cette méthodologie peut servir d'exemple pour répondre aux questions de collaboration et de leadership dans tous les domaines de fond.

10. Malgré des résultats clairs, les évaluations ont mis à jour des questions importantes qui demandent à être corrigées dans le nouveau programme de pays : des interventions fragmentées et non coordonnées qui ont peu d'impact; un manque de coordination intersectorielle effective et une intégration insuffisante des questions transversales dans le programme. L'évaluation du cadre de développement des Nations Unies en 2011 a montré que les politiques de développement doivent bénéficier d'un soutien croissant en vue de leur mise en œuvre et que l'accent doit être nettement mis sur la construction des capacités nationales. Ces questions sont traitées grâce une stratégie de rénovation du programme pour 2013-2017 et une division du travail à l'intérieur de l'équipe de pays des Nations Unies qui permettent aux différentes organisations de faire des investissements complémentaires en vue de partager les résultats.

III. Programme proposé

11. Le document du programme de pays est une partie intégrale du Plan-cadre d'Assistance au développement des Nations Unies 2013-2017, en vertu duquel la famille des Nations Unies « dans l'unité d'action » amarre fermement son programme au plan de développement stratégique national. Il est également compatible avec plusieurs éléments du plan d'action de 2011 d'Istanbul pour les pays les moins avancés et l'agenda « Rio+20 » pour le développement durable. En outre l'élaboration et la mise en œuvre du programme permettent une intégration multi thématique qui lie la politique aux questions normatives comme l'accès à l'énergie et à l'égalité des genres et la prestation des services publics. Cette approche suppose une prise en charge effective et répond à la demande du gouvernement en vue d'une application générale.

12. La stratégie du programme est d'aider le Lesotho à renforcer ses opportunités de développement et ses ressources pour transformer l'économie, émanciper la population de Basotho et construire sa capacité de résilience. À cette fin, le PNUD s'intéressera à trois domaines qui sont au cœur du défi du développement - *capacité, coordination et collaboration* dans chacun des trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental. Deux thèmes sont proéminents dans la stratégie du programme : le leadership dans l'initiative d'engagement et le rôle de rassembleur du PNUD.

13. La *capacité de développement* prendra trois formes : a) la construction de compétences individuelles (appuyée par le travail de l'Organisation internationale du travail et de l'UNESCO) dans le contexte où la formation des compétences est inadéquate et qu'un large nombre de travailleurs qualifiés se rendent en Afrique du Sud – notamment dans les domaines du leadership, de la collaboration, de la gestion des projets et des compétences techniques; b) la transformation institutionnelle, en se concentrant sur le renforcement des structures organisationnelles et les processus, la performance, les systèmes d'encouragement et les changements culturels et c) un large système d'environnement favorable. La *coordination* portera sur la

coordination interministérielle et le leadership sur les principales initiatives de l'ensemble du gouvernement – comme la décentralisation et le changement climatique ainsi que sur les questions transversales du VIH-SIDA, sur le genre et de la gestion des risques de catastrophe – et sur une coordination plus poussée des parties concernées dans les institutions de gouvernance, la société civile et le secteur privé (partenariats privés - publics par exemple). Le soutien aux capacités collaboratives fera apparaître de nouveaux comportements en matière d'élaboration de consensus dans des forums où sont débattues des questions contestées non seulement dans l'arène politique mais également dans le processus de planification et de prises de décisions publiques. Une telle approche permettra d'utiliser et de renforcer des instruments pour des processus fructueux comme l'analyse des parties concernées, l'élaboration de processus communs, des voies diversifiées pour les inputs et l'extension de l'utilisation du « retour » pour tenir informées les parties concernées.

14. La question du genre sera abordée dans tous les programmes y compris dans ceux qui sont relatifs à l'emploi des femmes, au développement des compétences et à l'accès aux finances. Le travail sur la santé maternelle sera coordonné avec l'utilisation du cadre d'accélération des objectifs du Millénaire du développement. Une stratégie d'après 2015 pour leur réalisation incorporée au calendrier du plan national de la stratégie du développement y figurera également. En ce qui concerne le VIH/SIDA, le PNUD portera son attention sur la coordination à propos de la gouvernance du SIDA, la recherche socioéconomique et l'analyse, le conseil consultatif politique et l'appui à la planification afin de faciliter une réponse stratégique et multisectorielle.

15. *Domaine prioritaire 1 – Accélération de la croissance inclusive.* Le but est de conduire l'économie à mieux réagir aux secousses externes et au déséquilibre en générant l'emploi inclusif. Sur la base de politiques établies, le PNUD facilitera l'engagement du secteur privé en mettant l'accent sur l'appui aux entreprises petites et moyennes, en fournissant l'accès aux compétences techniques et professionnelles ainsi qu'aux produits financiers ciblés des institutions de microfinance. En outre, le Centre one stop de facilitation des affaires sera renforcé pour qu'il soit plus facile de créer et de gérer des entreprises industrielles et commerciales (en simplifiant le processus d'enregistrement par exemple). Le programme explorera les compétences financières et autres dans la diaspora de Basotho; les envois de fonds pour le développement des partenariats; les technologies vertes; la production écologique durable et les capacités commerciales pour les marchés extérieurs étant donné que le PNUD est un facilitateur des donateurs pour un Cadre intégré pour l'assistance renforcé.

16. Un effort supplémentaire important visera à accroître la capacité de résistance du pays en contribuant au programme commun des Nations Unies qui évaluera sa vulnérabilité et proposera des politiques et des options institutionnelles en vue de la protection sociale dans le moyen et le long terme, pour répondre aux besoins des groupes ciblés comme les femmes, les jeunes et les personnes qui vivent avec le VIH/SIDA.

17. *Domaine prioritaire 2 – Gestion environnementale saine en vue d'un développement durable.* L'assistance du PNUD mettra l'accent sur trois questions connexes pour faciliter l'adaptation au changement climatique et la résilience accrue : une économie à faible émission de carbone; la conservation des ressources

naturelles pour garantir les moyens de subsistance et la production et une meilleure gestion des risques liés aux catastrophes. Le conseil consultatif politique et l'assistance technique s'attacheront à améliorer les mécanismes de gouvernance concernant les questions environnementales et le changement climatique, en partenariat avec le secteur privé et la société par l'augmentation de la prise de conscience, l'appel à l'investissement (y compris le fonds international de changement climatique), et le renforcement des partenariats. Un effort supplémentaire permettra d'appuyer le développement et la mise en œuvre d'une politique d'énergie renouvelable rurale capable d'apporter les stimulants internationaux, financiers et technologiques pour l'utilisation de l'énergie verte, en ayant spécialement à l'esprit l'aide qu'il faudra apporter aux femmes dans leurs fonctions économiques et de chef ménagères. La productivité et les moyens de subsistance seront également garantis par les ressources naturelles et les efforts pour la conservation des écosystèmes et l'établissement d'un modèle de gestion durable de la terre qui améliore la sécurité alimentaire. Finalement, en tant que partie d'un programme commun des Nations Unies, la gestion du risque de catastrophe sera intégrée aux plans sectoriels et un système beaucoup plus complet d'alerte avancée et de reprise après sinistre sera développé et mis progressivement en place.

18. *Domaine prioritaire 3 – Bonne gouvernance et institutions qui doivent rendre des comptes.* Il est nécessaire de mettre l'accent sur les quatre efforts complémentaires qui ensemble relancent le leadership institutionnel, la performance et la responsabilité ainsi que la participation des citoyens et les mécanismes pour maintenir la paix sociale. Leur cible sont les institutions démocratiques fondamentales comme la commission électorale indépendante, le médiateur, le Parlement, le groupe des droits de l'homme et les ministères importants pour la politique et la réforme institutionnelle. *En premier lieu*, afin de construire des capacités pour responsabiliser les États et les institutions non-étatiques, le programme aidera à établir des performances et des normes d'efficacité et des mécanismes de suivi appuyés sur un programme d'éducation civique robuste et à mobiliser l'appui au secteur privé pour encourager la sensibilisation du public, la promotion et la demande de responsabilisation. Les deux éléments devront incorporer des mesures spécifiques pour établir des mesures sensibles au genre ainsi que des objectifs de conscientisation et de participation. *En second lieu*, le programme appuiera la décentralisation par l'établissement d'un cadre institutionnel et juridique, le renforcement des capacités du gouvernement local qui mettront l'accent sur la prestation améliorée des services pour atteindre les objectifs de performance qui répondront aux critères de soutien au budget général et l'accès au Compte du défi du Millénaire.

19. *En troisième lieu*, le travail consultatif du PNUD sur les politiques relatives au VIH/SIDA et sur les structures nationales de coordination et les capacités de la société civile constituera un moyen important d'expérimenter les moyens d'améliorer les résultats des services publics et les programmes et de montrer leur importance et leur accessibilité aux femmes et aux jeunes.

20. *En quatrième lieu*, pour que tous ces efforts s'enracinent, une démocratie stable et pacifique est nécessaire et le PNUD facilitera la création d'une architecture nationale de paix en accordant une attention spéciale à la construction des capacités pour la médiation, la prévention des conflits et la cohésion sociale qui permettent aux femmes de jouer un rôle actif pour garantir la paix sociale.

21. Finalement, dans le domaine séparé mais interconnecté des données et des analyses, le PNUD renforcera la performance et la responsabilité par l'appui à la stratégie nationale sur le développement des statistiques et le système national d'évaluation et de suivi. Le programme élargira les capacités du système national des statistiques et des institutions associées pour la collecte des données, l'analyse, le suivi et l'évaluation et générera des informations sur les disparités principales par sexe et autres paramètres socioéconomiques, entre autres. Il appuiera également l'adoption de méthodologies d'analyse socioéconomiques pratiques, et normalisées pour la planification et des politiques basées sur la preuve.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

22. Un module interface de réseau avec des services d'appui sera la modalité préférée ainsi que d'autres méthodes d'application, comme le module interface de numérotation de sauvegarde qui est utilisé avec l'accord du gouvernement. La gestion, le suivi et l'évaluation du programme incluront des examens des progrès réguliers quadriennaux, l'évaluation des programmes et des résultats et le suivi et l'évaluation communs du Plan d'action du Cadre du développement des Nations Unies.

23. Le bureau est en cours de restructuration afin qu'il puisse s'aligner sur le programme proposé et, renforce ses capacités opérationnelles en vue d'une mise en œuvre plus rapide et plus efficace. Le suivi continu des besoins facilitera des ajustements supplémentaires si c'est nécessaire.

24. Le PNUD renforcera son modèle d'engagement avec les partenaires en soulignant que le besoin précis est la base de sa participation, en développant la recherche et l'analyse comme base de tout travail, en appuyant le leadership et la propriété nationale; en mettant la souplesse dans la mise en œuvre du programme. Le PNUD cherchera les occasions d'élargir la coopération Sud – Sud, y compris la coopération régionale en tirant profit de la proximité de l'Afrique du Sud. Le PNUD appuiera les efforts pour la coordination de l'assistance et jouera un rôle effectif dans le forum des partenaires du développement. Dans le contexte de « Unis dans l'action », le PNUD participera à la mise en œuvre d'une approche harmonisée pour le transfert des devises.

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Lesotho, 2013-2017

Priorité nationale ou objectif : Une croissance économique largement distribuée crée l'emploi

Programme de pays/ PNUAD Résultat N° 1 : En 2017, les institutions publiques et privées encouragent les investissements accrus, l'entrepreneuriat, le commerce et des services financiers et créent des emplois décents de manière inclusive et durable. **Indicateur de résultat** : Plusieurs emplois créés pour les femmes et les jeunes; augmentation du nombre des fournisseurs de service de microfinance; augmentation du nombre de personnes qui accèdent à la microfinance; nombre de personnes avec un emploi décent. **Domaines prioritaires du plan stratégique** : Réduction de la pauvreté, réalisation des objectifs du Millénaire du développement.

<i>Contribution du Gouvernement partenaire</i>	<i>Contributions d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateur(s), références et cible(s) des contributions du PNUD</i>	<i>Indicatif des résultats de programme</i>	<i>Indicatifs de ressources par résultats (en dollars)</i>
MFDP, Ministère du commerce, de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation : participation dans l'analyse; facilitation de la fiscalité, crédit, Enregistrement des entreprises industrielles et commerciales et politiques commerciales; réglementation du secteur privé développement; Appui aux normes de la technologie verte.	Programme commun des Nations Unies sur la protection sociale; collaboration technique sur la facilitation commerciale et chaîne des valeurs. Instituts national, régional de recherches et acteurs de la société civile : analyse socioéconomique; appui consultatif; mobilisation des groupes cibles; suivi des performances. Partenaires du développement : appui technique et financier aux initiatives du secteur privé.	'Catalyseurs' pour le développement du secteur privé : encouragent la formation et la durabilité de petites et moyennes entreprises (imposition, crédit, enregistrement et installation); développement des compétences; accès au financement; appui technique au OBFC; développement de la capacité commerciale. Évaluation et développement d'options de protection sociale complète (qui tiennent compte du VIH).	Indicateurs/références/cibles : <i>Pourcentage du groupe cible qui a bénéficié d'une formation professionnelle en entrepreneuriat</i> Référence : à déterminer cible : 5 % de jeunes qui entrent sur le marché du travail (60 % de femmes) <i>Accès aux services financiers</i> Référence : <30 % de la population; cible : 45 % (au moins 33 % de femmes) <i>Nombre de jours pour enregistrer une entreprise</i> Référence : 40 jours; cible : 7 jours <i>Un cadre de protection sociale convenu</i> Référence : pas de cadre, cible : appui des parties concernées/interpartis pour une politique de protection sociale sensible au VIH	Options politiques et réglementaires pour l'environnement favorable aux petites et moyennes entreprises endossées par les parties concernées qui sont mises en œuvre. Programmes de développement de compétences nationales remodelés pour leur durabilité et leur pertinence au marché Produits financiers ciblés pour de telles entreprises. OBFC pleinement opérationnel. Options de politique de protection sociale évaluées et approuvées.	Ordinaire : 720,000 Autre : 500 000

Priorité nationale : Inverser la dégradation de l'environnement et s'adapter au changement climatique

Programme de pays/PNUAD Résultat N° 2 : En 2017 le Lesotho adopte des pratiques de gestion de l'environnement qui promeuvent une économie et une société à faible émission de carbone résistantes au changement climatique, gère de manière durable ses ressources naturelles et réduit les risques de catastrophes.

Indicateur de résultat : Quantité de politiques et stratégies nationales/sectorielles qui encouragent la conservation des ressources; nombre de communautés locales qui mettent en œuvre les mesures de réduction des risques de catastrophe. **Domaine prioritaire du plan stratégique** : Environnement et développement durable

<i>Contribution du Gouvernement partenaire</i>	<i>Contributions d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateur(s), références et cible(s) des contributions du PNUD</i>	<i>Indicatif des résultats de programme</i>	<i>Indicateurs de ressources par résultats (en dollars)</i>
MFDP : réaliser des budgets et des plans concrets d'environnement sectoriel. Gouvernement : établir la coordination CC; fournir un environnement approprié pour la participation du secteur privé ; for participation; s'engage à axer sur le marché l'électrification rurale; à mettre en œuvre la législation et la politique RRC.	Institutions des Nations Unies : programmation commune relative au DRM, CC/SLM initiatives : mobilisation CSOs, sensibilisation du public, Secteur privé : participation à l'élaboration design, au lancement et à l'extension du PPP arrangements et options pour l'adoption d'approches et de technologies sensibles au changement climatique.	Promotion de politique, coordination et intégration du financement, investissement et options de partenariat pour CC et l'énergie renouvelable dans les zones rurales. Amélioration d'un modèle de gestion durable des terres model. Coordination et mise en œuvre de l'assistance technique au DRM.	<i>Augmentation du financement CC</i> des sources internationales; Référence app. \$ 6m; cible : 100% d'augmentation. <i>Nombre d'installations de GHG s à coût réduit testé par des arrangements PPP.</i> Référence : >9,000; cible : 10,500 <i>Accès à l'énergie renouvelable dans les zones rurales (nombre de communautés rurales, ménages (dirigés par les femmes, ventilés)</i> Référence : 50 communautés rurales, 1,300 h; cible : 60 et plus Communautés, 1,500 h <i>Un modèle SLM national opérationnel</i> Référence : aucune. Cible : En place, réaliser tous les objectifs visés <i>Un système d'alerte avancée opérationnel.</i> Référence : certains éléments; cible : en place.	Plans sectoriels avec mise en œuvre de CC implémentation, arrangements institutionnels en place. Politique d'énergie renouvelable pour le milieu appliquée dans les communautés dans tous les districts. SLM en place avec des activités génératrices de revenus durables. Système d'alerte avancé opérationnel.	Ordinaire : 1 200 000 Autre : 6 000 000

Priorité nationale ou objectif : Construire la paix, la gouvernance démocratique et promouvoir des institutions efficaces

Programme de pays/PNUAD Résultat N° 3 : En 2017, des structures de gouvernance nationale et locale mettent des services de haute qualité à la disposition de tous les citoyens, la protection des droits de l'homme, l'accès à la justice et la résolution pacifique des conflits; **Indicateur de résultat :** Qualité des services (enquêtes des citoyens); nombre et type d'institutions qui encouragent l'égalité des sexes et les droits de l'homme; le niveau de risque des conflits.

Domaine prioritaire lié au plan stratégique : Gouvernance démocratique

<i>Contribution du Gouvernement partenaire</i>	<i>Contributions d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateur(s), références et cible(s) des contributions du PNUD</i>	<i>Indicatif des résultats de programme</i>	<i>Indicateurs de ressources par résultats (en dollars)</i>
Le gouvernement conduit la réforme de l'administration publique. MFDP, Min. de la gouvernance locale : politiques et mise en œuvre de la décentralisation. Min. des services publics : guide le développement des capacités pour d'autres organes gouvernementaux. Institutions gouvernementales (IEC, Parlement, etc.) : guide la mise en œuvre des politiques	Organisations de l'ONU : programme commun sur le VIH Union Européenne, IrishAid, GIZ : Réponse coordonnée à la réforme du service public to; appui financier à la décentralisation. Compte de défi du Millénaire, Banque mondiale : appui budgétaire budget support CSOs : sensibilisation du public, mobilisation et participation à la responsabilité sociale.	Développement et suite pour une performance institutionnelle accrue et responsabilité au moyen de normes, structure et processus organisationnels, dialogue, inputs techniques et améliorations de compétence ciblée portant sur le service public, acteurs non étatiques, décentralisation et construction de la paix. Faciliter la réponse, la coordination et l'intégration concernant le VIH dans le service public.	Indicateurs/références/cibles : <i>Pourcentage d'entités gouvernementales ciblées qui répondent aux normes du service public</i> Référence : t.b.d.; cible : 45-50% des institutions nationales; et 25-30% des gouvernements locaux <i>Augmentation en nombre et en qualité des enquêtes sur les institutions démocratiques (ex. dépense publique)</i> Référence : t.b.d.; cible : 25-30% d'augmentation <i>Acteurs non étatiques actifs dans le contrôle public</i> Référence : limité et varié; cible : dans deux domaines critiques CSOs répond aux normes internationales <i>Une architecture de paix internationale fonctionnelle</i> Référence : certains éléments existent; cible : en place et correspond aux objectifs progressivement déployés	Normes révisées relatives au service public sensible au genre : en place. Services principaux décentralisés et meilleur accès dans les zones éloignées Fin des évaluations des capacités, structures et compétences renforcées pour les institutions démocratiques principales et CSOs pour exercer des fonctions de contrôle. Directives des services publics et plan d'action pour le VIH et intégration du genre. Architecture de la paix nationale fonctionnelle en place.	Ordinaire : 1,200,000 Autre : 9,000,000

Priorité nationale ou objectif : Construire des institutions efficaces et promouvoir la gouvernance démocratique

Programme de pays/PNUAD Résultat N° 4 : En 2017, les institutions nationales et de niveau inférieur prendront des décisions politiques basées sur des preuves.

Indicateur de résultat : Existence d'un système de suivi et d'évaluation intégré et statistiquement coordonné; Données mises à jour sur les OMD et les indicateurs du développement humain. **Domaine prioritaire lié au plan stratégique :** Réduction de la pauvreté et réalisation des objectifs du Millénaire du développement

<i>Contribution du Gouvernement partenaire</i>	<i>Contributions d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateur(s), références et cible(s) des contributions du PNUD</i>	<i>Indicatif des résultats de programme</i>	<i>Indicateurs de ressources par résultats (en dollars)</i>
MFDP : gère le développement des statistiques nationales et le système de suivi et d'évaluation et la coordination de tous les acteurs étatiques.	Organisations des Nations Unies et partenaires du développement : appui coordonné aux statistiques nationales et système de suivi et d'évaluation	Développement de systèmes, structures et compétences pour une statistique nationale et un système de suivi et d'évaluation fonctionnel pour contrôler les OMD et l'analyse basée sur la preuve.	Indicateurs/références/cibles : <i>Existence de collecte de données ventilées et analyse des mécanismes</i> Référence : limitée; cible : en place <i>Nombre de ministères de tutelle associés au suivi et à l'évaluation des mécanismes.</i> Référence : aucune n'est liée; cible : tout	Statistique nationale et système de suivi et d'évaluation avec des données actuelles, sûres et pertinentes en place. Analyse socioéconomique régulière.	Ordinaire : 600 000 Autre : 400 000

Abréviations utilisées dans le tableau en annexe

CC : **climate change** changement climatique

CSO : community **service organization** organisation du service communautaire

dev't : development développement

DRM : **disaster risk management** gestion des risques de catastrophe

DRR : **disaster risk reduction** réduction des risques de catastrophe

GHG : greenhouse gases gaz à effet de serre

GIZ : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

Gov't : Government Gouvernement

Hh : households ménages

IEC : **Independent Electoral Commission** Commission électorale indépendante

MDG : Millennium **Development Goal** Objectif du Millénaire du développement

MFDP : Ministry of Finance and Development Planning - Ministère des finances et de la planification du développement

OBFC : one-stop business facilitation centre one-stop de facilitation des entreprises

PPP : **public-private partnership** partenariat public - privé

SLM : **sustainable land management** gestion durable des terres

t.b.d. : **to be determined** à déterminer
